



La présence française en Europe centrale dans l'entre-deux-guerres

Traian Sandu

► To cite this version:

Traian Sandu. La présence française en Europe centrale dans l'entre-deux-guerres. Revue d'Europe centrale, 1995, tome III (2), pp.147-160. <hal-00681414>

HAL Id: hal-00681414

<https://hal.science/hal-00681414v1>

Submitted on 21 Mar 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Traian SANDU

LA PRESENCE FRANCAISE EN EUROPE CENTRALE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Introduction:

La définition d'une politique active dans l'espace compris entre l'Allemagne et la Russie représente un impératif pour les dirigeants français après la Première Guerre Mondiale. En effet, la Révolution bolchevik prive la France de son principal allié de revers contre les Empires centraux. Les petits et moyens Etats qui se créent ou s'agrandissent, surtout aux dépens de l'Empire austro-hongrois, semblent pouvoir remplacer la Russie, à condition d'être stabilisés à l'intérieur et coordonnés dans un système diplomatique cohérent. La France intervient sur les deux plans. A l'intérieur, elle s'efforce d'organiser ces nouvelles entités étatiques dans les domaines militaire, voire administratif et financier, tout en promouvant les investissements et la culture français. L'action diplomatique, qui conditionne toutes les autres formes de présence, finit par s'appuyer sur un ensemble fragmenté, composé essentiellement d'anciens pays victorieux.

Le modèle ainsi esquissé se trouve pris dans le jeu diplomatique européen, qui ne lui est pas favorable. En effet, les réticences anglaises, la concurrence italienne, puis surtout le relèvement progressif des exclus, l'Allemagne et l'Union soviétique, remettent en cause la prééminence française dans la zone. Le décrochage français en Europe centrale se fait selon deux lignes de faille internationales: la crise de 1929, particulièrement douloureuse pour leurs économies agricoles tournées vers l'exportation, éloigne lentement les pays d'Europe centrale de la puissance agricole française et les dirige vers l'Allemagne industrielle. La deuxième faille ne joue pour la France qu'à partir de la fin de 1934: c'est l'arrivée au pouvoir d'Hitler, qui s'efforce d'intégrer économiquement l'espace centre-européen et de l'écarter politiquement de la France.

I/ 1919-1929: mise en place et apogée de la présence française

A/ 1919-1921: la France et la stabilisation des frontières et des alliances centre-européennes: une attitude nuancée

En tant que grand vainqueur du conflit mondial, on attribue à la France une grande partie de la responsabilité dans les remaniements territoriaux centre-européens. Or, tant les sources documentaires que les historiographies nationales des Etats concernés soulignent le dynamisme propre des jeunes nationalités, que la France aurait au mieux coordonnées. En effet, la définition sur le terrain des nouvelles frontières était souvent le résultat d'un rapport

de forces, que le principe des nationalités -d'origine essentiellement américaine- ne faisait qu'entériner.

Le cas de la Pologne illustre bien les limites de l'intervention française. Celle-ci est, durant le premier conflit mondial, tardive, en raison de l'alliance russe; et c'est sous les auspices de l'occupation austro-allemande que l'Etat polonais renaît, avec Joseph Pilsudski.

La France ne pesa véritablement que sur la définition des frontières occidentales de la Pologne. Le traité de Versailles du 28 juin 1919 forçait l'Allemagne à reconnaître la cession de la Posnanie et de la Prusse occidentale, qui constitua le fameux "corridor", débouché maritime de la Pologne. La France appuya également la Pologne contre l'Allemagne à propos de la Haute-Silésie (mai 1921), dont sa protégée obtint une partie fortement industrialisée. Mais la Tchécoslovaquie l'emporta en juillet 1920 dans l'attribution de la Silésie de Teschen, riche en charbon, qui resta une épine diplomatique entre les deux pays, au sein du dispositif anti-allemand français.

Grâce à l'action du général Weygand et de la mission militaire française du général Henrys¹, la Pologne fut sauvée de la contre-offensive bolchevik de l'été 1920. Après cette victoire, la France considéra qu'elle pouvait s'allier à une Pologne viable, aux frontières reconnues par tous: un traité défensif fut signé à Paris le 19 février 1921. Il visait l'endiguement de la Russie à l'est et une coopération active face à l'Allemagne en cas de danger contre la sécurité commune.

Un des soucis majeurs de la diplomatie française fut d'articuler son alliance polonaise aux liens de plus en plus étroits qui l'unissaient à l'espace danubien de la "Petite Entente".

L'attitude de la France ne fut pas homogène face à la constitution ou à l'agrandissement des Etats danubiens vainqueurs.

La France joua un grand rôle dans la formation de la Tchécoslovaquie, qui représentait l'autre élément actif de son système anti-allemand. Les relais français de "l'idée tchécoslovaque" furent le juriste tchèque Eduard Benes, des slavissants français, dont Ernest Denis, et Philippe Berthelot, un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay. Ce dernier introduisit la création du nouvel Etat parmi les buts de guerre alliés en 1917, puis contribua à influencer la Conférence de la Paix pour lui faire attribuer le plus de territoires possibles. C'est ainsi que la commission approuva l'idée anglaise de lui accorder la région des Sudètes germanophones et l'idée américaine de lui accorder la Ruthénie subcarpathique.

Malgré la paix séparée que la Roumanie avait dû signer avec les Empires centraux après l'écroulement du front russe, Clemenceau acceptait de recevoir les revendications territoriales roumaines à la Conférence de la Paix, eu égard à l'application du principe des nationalités, à la présence de troupes roumaines dans les anciennes provinces austro-

¹ voir *Les Conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale*, Strasbourg, 1987, article de Schramm (Tomasz): "Les activités des missions militaires françaises en Europe centrale et sud-orientale", p.333-342.

hongroises de Bucovine et de Transylvanie qu'elle convoitait, ainsi qu'en Bessarabie ex-russe, et surtout à l'appui que cette armée pouvait apporter à la France en Russie du sud contre les Soviétiques. En effet, dans le dispositif français de revers en gestation, la Roumanie tenait, aux côtés de la Pologne, un rôle dans le "cordon sanitaire" anti-bolchevik de Foch au cas où la Russie aurait tenté de faire sa jonction avec l'Allemagne.² Les délégués français soutinrent donc globalement les revendications roumaines, sauf sur le Banat occidental, qui revint aux Serbes.

La France fut beaucoup plus circonspecte lorsqu'il s'agit de reconnaître le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en raison du manque d'unité des éléments constitutifs du nouvel Etat yougoslave et du lourd handicap que représentait l'hostilité de l'Italie envers son concurrent adriatique.³ Toutefois, sous la pression d'un lobby yougoslave surtout actif aux Etats-Unis, la France reconnut la Yougoslavie en juin 1919, tout en ménageant l'Italie.

La politique française vis-à-vis des vaincus centre-européens oscilla entre la nécessité de ne pas les écraser, afin qu'ils ne basculent pas dans le camp allemand de la revanche, tout en satisfaisant les petits vainqueurs.

La France craint avant tout l'union germano-autrichienne, une fois l'Autriche réduite à sa composante ethnique germanique. Ainsi, le traité de Saint-Germain de septembre 1919 interdit cet "Anschluss", même sous une forme économique. Le volet positif de la politique française consiste dans l'aide économique et culturelle apportée à l'Autriche, afin de la préserver des tentations d'unification avec l'Allemagne.

La Hongrie représente un danger moins immédiat. La France aurait souhaité son intégration économique dans l'ensemble danubien, d'autant que ses dirigeants, dans l'espoir d'éviter son démantèlement, avaient promis au Quai d'Orsay de se ranger dans la sphère d'influence française. La Pologne l'aurait également souhaité, par espoir d'appui anti-bolchevik. Mais le prix révisionniste était trop cher à payer et le traité de paix fut signé à Trianon en juin 1920⁴.

Toutefois, les rumeurs de ces négociations suffirent à inquiéter les petits vainqueurs danubiens, qui amorcèrent leur union dès août 1920 au sein de la "Petite Entente". Cette trilatérale -Roumanie-Tchécoslovaquie-Yougoslavie- renforça ses liens à la suite des deux tentatives de restauration en Hongrie de l'ex-Empereur Charles de Habsbourg en 1921. A partir de juin 1921, la France se rallie clairement au système centre-européen restreint que représente la Petite Entente, malgré les bruits de soutien secret du président du Conseil Aristide Briand à l'ex-Empereur.

² voir, pour une synthèse, notre article dans *Etudes danubiennes*, tome XI, n°1, 1995: "La coopération franco-roumaine et la sécurité en Europe entre 1919 et 1925", P. 57-96.

³ Bariéty (Jacques): "La France et la naissance du "Royaume des Serbes, Croates et Slovènes": 1914-1919", dans *Revue d'Europe centrale*, tome II, n°1, 1994, p. 1-12.

⁴ voir les termes du débat dans *Les conséquences des traités de paix*, 1987, notamment la mise au point de Jacques Bariéty p.75-83.

En somme, au printemps 1921, la France avait stabilisé sa politique centre-européenne autour de la Pologne et de la Petite Entente, deux entités faiblement articulées par le traité polono-roumain contre la Russie, mais sérieusement divisées par le contentieux polono-tchèque et par la collusion polono-hongroise.

B/ 1922-1929: de Rapallo à la grande crise: une petite décennie de prééminence française en Europe centrale

1/ L'incontestable suprématie politique

Les petits vainqueurs d'Europe centrale arriment leur politique à celle française, même si des hésitations et une certaine évolution sont enregistrées durant la période.

Le summum de la collusion est atteint à la Conférence de Gênes, où la Petite Entente et la Pologne s'étaient alignées sur les positions françaises de respect des traités de paix par les vaincus et de remboursement des dettes russes par le nouveau régime soviétique. Ce lien se renforce après la signature des accords de Rapallo par l'Allemagne et l'Union Soviétique le 16 avril 1922. La menace de prise à revers du propre système de revers français par l'URSS incite la France à amorcer une politique de prêts pour l'armement aux pays d'Europe centrale: la Pologne bénéficie dès 1923 d'une avance de 400 millions de francs, la Yougoslavie de 300 millions de francs l'année suivante, mais l'emprunt roumain de 100 millions de francs échoua en janvier 1924.

L'année 1923, marquée par la crise de la Ruhr, fut une phase de mise à l'épreuve de la solidité du lien franco-centre-européen. En effet, dès Gênes, les petits alliés d'Europe centrale se préoccupaient de la mésentente croissante entre la France et l'Angleterre. Ils craignaient que l'appui anti-allemand et anti-soviétique de la France fût insuffisant, en raison de l'absence de l'unité de front avec la Grande-Bretagne, qui était favorable à une politique conciliante envers les puissances vaincues ou marginalisées.

Avec l'esquisse du règlement de l'affaire de la Ruhr à l'automne 1923, la France entreprend de reprendre en main et de formaliser par des traités ses liens centre-européens. Dès janvier 1924, elle signe un traité avec la Tchécoslovaquie, mais dont les termes très vagues quant à la coopération anti-allemande ne la satisfont pas. Au même moment, elle entreprend des négociations pour un traité avec la Roumanie et avec la Yougoslavie, qui s'avèrent difficiles, en raison respectivement des handicaps soviétique et italien.

Mais cette politique de traités bilatéraux fut stoppée net par la victoire du Cartel des Gauches en mai 1924. Relayé par Aristide Briand à partir d'avril 1925, Edouard Herriot amorce dès 1924 une politique de réconciliation avec les anciens vaincus. La politique sécuritaire en Europe passe alors de plus en plus par la Société des Nations, et la France n'hésite pas à y associer ses partenaires d'Europe centrale. Ainsi, c'est Benes et le Ministre des Affaires Etrangères grec, Politis, qui sont chargés de rédiger le "protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux" en septembre 1924. Ce "protocole de Genève" donne à la Société des Nations les moyens juridiques et militaires d'une véritable organisation de la

sécurité. Malheureusement, cette position ferme et très "française" de Benes est écartée en mars 1925 par l'Angleterre.

Les puissances s'orientent, dès lors, vers la reconnaissance *de jure* de l'URSS -ce qui ne manque pas d'inquiéter la Pologne et la Roumanie, surtout après la reconnaissance française d'octobre 1924- et vers la réconciliation avec l'Allemagne sur la base de la garantie de ses seules frontières occidentales. Cette politique, qui aboutit en octobre 1925 aux accords de Locarno, inquiète l'Europe centrale pro-française: "Polonais et Tchèques ont à juste titre l'impression... que le processus de révision de leurs frontières avec le Reich est entamé"⁵. Certes, la France signe à Locarno-même des traités avec la Pologne et la Tchécoslovaquie garantissant leurs frontières, mais les préoccupations centre-européennes ne sont pas levées.

La France s'emploie pourtant à rééquilibrer au profit de l'Europe centrale sa diplomatie: en juin 1926, le traité d'amitié franco-roumain est enfin signé. Il est censé répondre au pacte de non-agression germano-soviétique d'avril 1926, alors que le traité franco-yougoslave de novembre 1927 doit contrebalancer le traité italo-hongrois d'avril. En fait, les clauses militaires de ces traités français sont volontairement floues, ce qui permet à Briand d'adapter sa politique centre-européenne à la virulence du révisionnisme allemand à l'Est⁶. Tant que Stresemann accepte de ne pas recourir à la violence, la France invite ses "alliés" centre-européens à adhérer aux manifestations internationales de la détente, comme le pacte Briand-Kellogg de mise "hors-la-loi" de la guerre d'août 1928.

Cet équilibre européen reposait sur la capacité des diverses puissances à stabiliser leurs relations sur les bases d'une prospérité socio-économique qui devait remplacer les rapports de force militaires.

2/ Une présence économique point à la hauteur des espoirs politiques

M.Georges-Henri Soutou définit cette présence comme un "impérialisme du pauvre"⁷, en raison de l'impulsion étatique et des raisons politiques qui président à cette tentative d'expansion.

Le gouvernement français disposait d'un certain nombre de leviers financiers. Nous avons évoqué les avances directes pour achats de matériel militaire français; elles étaient accompagnées de garanties financières qui masquaient une mainmise sur des revenus publics, voire sur des produits stratégiques. Ces tentatives échouèrent face aux Roumains, mais les Polonais acceptèrent des accords pétroliers et commerciaux lors de la signature du traité de 1921.

La permission pour les Etats centre-européens de lancer des emprunts sur le marché de Paris ne fut accordée qu'avec parcimonie, en raison des besoins nationaux de

⁵ Girault (R.) et Frank (R): *Turbulente Europe et nouveaux mondes, 1914-1941*, Paris, 1988, p.147; Duroselle (J.-B.): *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, 1990, p.87.

⁶ voir une claire analyse de cette stratégie dans Girault et Frank, op.cité, p.147.

⁷ Soutou (G-H), "L'impérialisme du pauvre: la politique économique du gouvernement français en Europe Centrale et Orientale de 1918 à 1929, essai d'interprétation", dans *Relations internationales*, 1976, n°7, p.219-239: nous nous inspirerons de cet article dans le passage qui suit.

reconstruction. Le montant de ces emprunts s'élève sur la période à seulement 705,5 millions de francs 1914. Les vaincus ont obtenu plus de 125 millions de francs et la Roumanie est le seul vainqueur à les dépasser -et de loin, avec environ 570 millions. La raison en est la volonté de la France de stabiliser les pays vaincus. Toutefois, l'Autriche appauvrie dut attendre octobre 1922 pour que les quatre pays intéressés à son relèvement (la France, l'Angleterre, l'Italie et la Tchécoslovaquie) signent un accord dans le cadre de la SDN prévoyant un emprunt de stabilisation.

Les vainqueurs firent également appel à des emprunts de stabilisation de leur monnaie -la Pologne en 1927, la Roumanie en 1929, ainsi que la Bulgarie en 1928-; tous donnèrent lieu à une compétition franco-anglaise, qui ne laissait pas la prépondérance financière à la France. M.Soutou conclut que "la participation financière de la France à la reconstruction de la Pologne, de la Roumanie, de la Bulgarie, fut relativement limitée".⁸

Un autre moyen de mainmise française en Europe centrale fut la possibilité prévue par les traités de liquider les sociétés des ex-ennemis dans les Etats centre-européens. Mais la faiblesse des moyens financiers français obligea la Pologne et la Tchécoslovaquie, dont l'Allemagne était le grand partenaire commercial, à un abandon de fait de cette méthode. Toutefois, dans le cas de l'entreprise métallurgique Skoda, la France supplanta l'Autriche, et Schneider obtint dès 1920 73% du capital de ce grand producteur d'armes tchèque. Inversement, le Quai d'Orsay fit "franciser" la Länderbank par l'Autriche en 1922 pour la soustraire aux appétits tchèques et détourner ainsi à son bénéfice les réseaux centre-européens de cette institution. Mais la France ne réussit pas à liquider à son bénéfice l'entreprise pétrolière allemande Steaua de Roumanie, et elle ne contrôlait pas, en fin de période, un cinquième de la production pétrolière roumaine.

La présence culturelle française peut se manifester de façon officielle, par le biais d'échanges de médailles, ou de visites officielles ponctuées de discours convenus⁹. Les légations financent la presse locale dans un but de propagande et organisent des manifestations lors de la fête nationale française. Les artistes et les mondains roumains fréquentaient les salons parisiens¹⁰, et l'historien Nicolae Iorga avait fondé une école à Fontenay-aux-Roses, où se formait une partie de l'élite roumaine¹¹. La France n'oubliait pas les vaincus, en particulier l'Autriche: président du Conseil en 1920, Millerand souhaite "que le rayonnement de Vienne s'oppose à l'attraction que Berlin exerce sur une grande partie non seulement de l'Allemagne, mais des Etats voisins"¹². Mais la France était aussi présente dans la culture centre-européenne par les canaux non-officiels de l'art nouveau: la revue *L'esprit*

⁸ *ibid.*, p.224-225.

⁹ voir par exemple Cassoly (Anne-Marie), "Le roi Ferdinand de Roumanie et la reine Marie en France", dans *Etudes danubiennes*, tome XI, n°1, 1995 (consacré aux élites franco-roumaines du XVIIIe au XXe s.), p.41-56.

¹⁰ *idem*, Bled (Jean-Paul), "Deux Roumaines à Paris: Anna de Noailles et Martha Bibesco", p.107-114.

¹¹ voir la *Revue roumaine d'études internationales*, n°127-128, 1993, consacrée aux "Relations culturelles roumano-françaises dans l'entre-deux-guerres", article de Dan Berindei, "Nicolae Iorga et la France", p.363-368.

¹² cité dans Le Rider (Jacques): *La Mitteleuropa*, P.U.F., 1994, p.113.

nouveau de Le Corbusier influença fortement l'avant-garde centre-européenne, et plus particulièrement celle de la Tchécoslovaquie¹³.

Néanmoins, cette tentative française de mettre sous influence l'Europe centrale se brisa sur un manque de moyens que la grande crise mit en évidence.

II/ La tentative d'adaptation française au défi économique et politique de l'Allemagne en Europe centrale: 1929-1934.

Les deux crises qui marquent cette période sont différemment ressenties par la France et par les Etats centre-européens. La grande puissance occidentale est à l'abri de la crise économique jusqu'en 1932 et ne commence à reculer devant le choc hitlérien qu'à partir de 1935. A l'inverse, les petits Etats agricoles d'Europe centrale souffrent immédiatement de la chute des prix des denrées agricoles et des matières premières et s'inquiètent, ou se réjouissent, selon leur situation, de l'arrivée au pouvoir d'un courant ouvertement révisionniste à Berlin en 1933.

Cette période est donc marquée par des tentatives françaises pour redresser économiquement et rassurer politiquement ses amis centre-européens.

A/ 1930-1932: les difficultés de la France à maîtriser la dérive économique centre-européenne

Au cours de l'amplification de la crise économique en Europe centrale, les plans français d'intégration continentale se précisèrent autour de cet espace, sans jamais parvenir à résoudre ses problèmes.

Aristide Briand, sensible à l'esprit d'intégration européenne, propose à l'Assemblée de la SDN de septembre 1929 la création d'une fédération européenne -mais sans toucher aux frontières. Les réponses des Etats centre-européens reflètent leur adhésion au statut territorial européen¹⁴. La Tchécoslovaquie et l'Albanie y adhéraient sans réserve, la Roumanie, la Yougoslavie et l'Autriche l'acceptaient, mais la Hongrie et la Bulgarie, malgré des approbations de forme, s'alignaient sur l'Italie et sur l'Allemagne, qui craignaient le gel de tout révisionnisme territorial en Europe centrale. Le projet finit par être enterré.

Vues les rumeurs de plans d'union des vaincus autour de l'Italie et/ou de l'Allemagne, "les experts français... proposaient de réunir les Etats danubiens en une sorte de marché commun par un abaissement interne de leurs douanes, de leur consentir des accords externes préférentiels et de garantir leurs monnaies par un fonds de stabilisation monétaire

¹³ voir Passuth (K.): *Les avant-gardes de l'Europe centrale, 1907-1927*, Flammarion, 1988, et notamment le chapitre VI, "Paris 1925".

¹⁴ Voir Campus (Eliza): *Ideea federala in perioada interbelica*, Bucarest, 1993, p.65-69.

alimenté par les pays riches. La France entendait ainsi éviter que ces pays... ne se lient davantage à telle puissance européenne, capable de leur acheter des produits agricoles en échange de produits industriels"¹⁵.

L'Allemagne tenta de prendre de court les plans français, en annonçant, en mars 1931, l'union douanière avec l'Autriche. La réaction française fut rapide et ferme car l'union douanière était une étape vers l'union politique tant redoutée et la Conférence de Bucarest de la Petite Entente de mai 1931 appuya la position française¹⁶. L'échec fut consommé lorsque, la crise ayant touché l'Autriche en mai 1931, elle fit appel en août à la SDN pour résoudre ses difficultés financières: la France conditionna son aide à l'abandon du projet d'union¹⁷.

Mais l'alerte avait été chaude et la France se devait de réagir.

Le président du Conseil André Tardieu prévut une confédération danubienne incluant l'Autriche, la Hongrie et la Petite Entente sur la base d'accords préférentiels¹⁸. Il s'adressa à l'Angleterre et à l'Italie, mais pas à l'Allemagne¹⁹. Or la Petite Entente était plutôt réticente à adhérer à un plan trop marqué politiquement par la France²⁰, qui dut inviter l'Allemagne aux discussions. Mais l'attitude impérative de Tardieu à la Conférence de Londres d'avril 1932 indisposa même ses amis centre-européens, dont certains, comme la Roumanie, ne virent pas d'un trop mauvais oeil l'échec du projet²¹. Cet échec marque les limites de la capacité française à relever économiquement l'Europe centrale, afin de la mieux maintenir dans son orbite politique.

Avec la radicalisation de l'opinion allemande, la France devait chercher à étoffer son système d'alliance de revers: ses regards se portèrent tout "naturellement" vers l'Union Soviétique.

B/ Fin 1932-fin 1934: la France renforce à l'est son système centre-européen: la délicate ouverture vers l'Union Soviétique:

En 1932, la France accorde à l'Allemagne "l'égalité des droits" en matière d'armements. Bien que soutenue à la Conférence sur le Désarmement par la Petite Entente et par la Pologne, qui refusent l'idée du réarmement des anciens vaincus, la France se tourne vers l'Union Soviétique pour sortir de l'isolement que rencontrent ses préoccupations sécuritaires. Elle réussit à rallier la Pologne, qui signe en juillet 1932 un pacte de non-agression avec l'Union Soviétique; la Roumanie, moins menacée par la montée de l'ultra-nationalisme en

¹⁵ voir Girault et Frank, op.cité, p.174.

¹⁶ voir Duroselle (J-B), op.cité, p.143, et Campus (E.), op.cité, p.86-87.

¹⁷ voir Duroselle (J-B), op.cité, p.144, et Campus (E.), op.cité, p.88-89.

¹⁸ voir Bariéty (J.): "Der Tardieu-Plan zur Sanierung des Donausraums (Februar-Mai 1932)", dans *Internationale Beziehungen in der Weltwirtschaftskrise, 1929-1933*, Munich, 1980, p.367-369.

¹⁹ voir Campus (E.), op.cité, p.91.

²⁰ idem, p.92.

²¹ idem, p.94.

Allemagne, se montre plus réticente²². Herriot décide de ne pas l'attendre: en novembre 1932, il signe le pacte de non-agression avec l'Union Soviétique, dont la diplomatie se dirige vers la défense du *statu quo* européen, retirant ainsi à l'Allemagne son appui révisionniste, surtout en Europe centrale²³. Si le pacte franco-soviétique effrayait certains Etats d'Europe centrale liés à la France, la tentative de rapprochement avec les puissances révisionnistes provoqua une levée de boucliers plus nette encore.

Au début de l'arrivée au pouvoir d'Hitler la France et l'Italie essayèrent de s'entendre pour brider l'expansionnisme allemand vers l'est. Mussolini craignait qu'Hitler n'annexât l'Autriche -limitrophe de l'Italie- et ne menaçât l'expansionnisme italien en Europe centrale. Il prit l'initiative d'un "directoire à quatre" des grandes puissances européennes - France, Allemagne, Italie et Angleterre. Son projet prévoyait des révisions territoriales en faveur de ses clients centre-européens, l'Autriche et la Hongrie.

Mais au Quai d'Orsay, de nombreux fonctionnaires restaient attachés aux alliances centre-européennes, au *statu quo* territorial et à la défense de la SDN, dont le projet mussolinien rognait les prérogatives. Surtout, la Petite Entente et la Pologne réagirent violemment: dès février 1933, la Petite Entente avait renforcé son unité et avait déclaré qu'elle interdisait aux grandes puissances de disposer du territoire des petites sans leur consentement; le Ministre des Affaires étrangères polonais, le colonel Joseph Beck, menaça même de se rapprocher de l'Allemagne en cas de succès du Pacte à Quatre.

La France céda donc, et le texte finalement paraphé en juin 1933 confirmait l'autorité de la SDN en matière de révision; la Petite Entente et la Pologne avaient ainsi ramené la France à sa politique de revers traditionnelle. Mais pour assurer son efficacité, il fallait renforcer le lien soviétique.

Les Etats limitrophes de l'Union Soviétique comprennent la nécessité de s'en rapprocher: le Roumain Titulescu devient un chaud partisan de l'intégration de son pays à un système franco-russe, qui aurait permis une pression conjointe sur l'Allemagne²⁴. Mais c'est de Pologne que vinrent les premiers craquements: elle tenta de pratiquer une politique autonome d'équilibre entre l'Union Soviétique et l'Allemagne; elle conclut donc également un pacte de non-agression avec l'Allemagne en janvier 1934. La France ressentit mal ce geste, dont elle n'avait pas été prévenue, même si Beck se voulait rassurant sur l'avenir des relations franco-polonaises.

La réaction française fut menée par Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères à partir de février 1934. Ce patriote est bien décidé de contrer l'Allemagne, quitte à nouer une alliance avec l'Union Soviétique. Dans cette optique, l'Europe centrale est utile, mais insuffisante: il faut l'ancrer de nouveau fermement à la France, ne serait-ce que pour

²² voir, pour les réactions roumaines tout au long de ces négociations, Bacon (W.M.): *Behind closed doors. Secret papers on the failure of Romanian-Soviet negotiations, 1931-1932*, Stanford, 1979.

²³ voir Duroselle (J-B): *Politique étrangère de la France. La décadence, 1932-1939*, Paris, p.48-49.

²⁴ voir Girault et Frank, op.cit., p.212.

fournir un pont à d'éventuels mouvements de troupes soviétiques vers l'Allemagne. Pour cela, Barthou entreprend "la tournée des petits alliés"²⁵ en avril, puis en juin 1934; à Bucarest, il assista avec satisfaction à la Conférence des ministres des Affaires étrangères de la Petite Entente, car la Roumanie et la Tchécoslovaquie venaient de reconnaître l'Union Soviétique quelques jours auparavant²⁶.

Barthou négociait en même temps un pacte oriental avec l'Union Soviétique, la Pologne et l'Allemagne. Comme prévu, les deux dernières refusèrent d'y adhérer en septembre 1934: l'Allemagne ne pouvait accepter une politique qui l'annihilait, notamment en Europe centrale; la Pologne refusait de choisir entre Allemagne et Union Soviétique, et craignait le passage des troupes soviétiques sur son territoire²⁷.

Mais l'assassinat de Barthou et du roi Alexandre de Yougoslavie à Marseille, le 9 octobre 1934, par des terroristes croates, sonne le glas d'une politique extérieure ferme fondée sur des alliances de revers, même si l'Europe centrale n'en représente plus l'élément essentiel.

III 1935-1939: le décrochage entre la France et l'Europe centrale

Les coups de force politiques et la pénétration économique allemands en Europe centrale font éclater la solidarité franco-centre-européenne.

A/ 1935-1937: abandon des visées stratégiques, mais maintien de l'illusion diplomatique

Cette période est marquée par l'effilochement du principe de l'alliance de revers, même soviétique.

Pierre Laval, le successeur pendant quinze mois de Barthou, est un pacifiste de vieille date, qui tient à éviter de provoquer l'Allemagne par un rapprochement trop marqué de l'Union Soviétique. C'est ainsi qu'il tenta d'abord de renouer avec l'Italie, malgré la Yougoslavie, pour contenir l'Allemagne. Lors de son voyage à Rome de janvier 1935, Laval et Mussolini furent d'accord pour maintenir l'indépendance de l'Autriche et pour reconcilier leurs clients centre-européens²⁸, mais la France recula lorsque Mussolini, par la suite, voulut en obtenir un ferme traité d'alliance.

La politique soviétique fut grévée par la Pologne: Laval enleva du projet de traité de Barthou l'automatisme de l'assistance militaire franco-soviétique. Le traité signé en mai 1935 n'inspire alors plus une grande confiance à Moscou.

Laval n'est donc pas parvenu à définir une politique centre-européenne française.

²⁵ Duroselle, op. cit., p.99.

²⁶ idem, p.104.

²⁷ idem, p.107.

²⁸ idem, p.133.

Ainsi, Hitler put facilement éclater le lien entre la France et l'Europe centrale en remilitarisant la Rhénanie, en mars 1936. En effet, le secours que la France pouvait apporter à l'Europe centrale dépendait de sa capacité à franchir en toute sécurité le Rhin, démilitarisé en Allemagne par le traité de Versailles. Or, entre 1930 et 1934, la France se dote de la ligne Maginot, barrière défensive qui contredit le principe diplomatique d'alliance de revers, fondé sur l'intervention conjointe en Allemagne. Et lorsque Hitler occupe militairement la Rhénanie sans rencontrer de véritable résistance française, les pays d'Europe centrale comprennent l'ampleur du fossé stratégique qui s'est creusé entre la France et eux.

Les initiatives de la diplomatie du Front populaire furent alors fraîchement reçues: une proposition d'alliance entre la France et la Petite Entente de décembre 1936, l'intention secrète de limoger Beck au profit de militaires pro-français et un essai de réchauffement par une tournée des petits alliés en décembre 1937 échouèrent.

L'Allemagne possédait un autre atout en Europe centrale: la pénétration économique.

B/ Faiblesse commerciale, mais puissance financière de la France

En 1937, les exportations françaises ne représentent que 5,3% des importations tchécoslovaques contre 15,5 pour l'Allemagne, pour qui ce chiffre est un minimum dans la région, surtout chez les anciens vaincus -52% en Bulgarie contre 3,3 à la France en 1938.

La présence financière française reste essentielle. En 1938, les capitaux français s'élèvent à quinze milliards de francs courants en Pologne, où ils sont surtout placés dans l'industrie. En Yougoslavie, les capitaux français arrivent en tête; en Roumanie, ils se trouvent en deuxième position derrière la Grande-Bretagne, avec un montant de 3266 millions de lei, sans compter une créance de 18,7 milliards de lei sur l'Etat. En Tchécoslovaquie, la France arrive également en deuxième position, mais y est solidement implantée grâce à Schneider et à la Banque des pays de l'Europe centrale, qui rayonne dans toute la zone.²⁹

L'Anschluss et le démantèlement de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne compromirent cette position.

C/ 1938-1939: l'effondrement du système centre-européen français

La France semblait se désintéresser de l'Autriche, que l'Allemagne convoitait de plus en plus et à qui l'Italie avait retiré sa garantie tacite depuis son rapprochement avec l'Allemagne. Malgré une tentative française de dernière heure pour rallier l'Italie et l'Angleterre, les troupes allemandes entrèrent en Autriche le 12 mars 1938. Un des credos diplomatiques français en Europe centrale s'écroulait.

La crise tchécoslovaque fut plus délicate à mener pour Hitler, qui s'attaquait à un allié militaire bien équipé de la France; elle culmina en septembre 1938 avec la prétention d'annexer les Sudètes. La diplomatie française, après une phase de fermeté au début du mois,

²⁹ Duroselle, op. cit., p. 223-224 et 229-233.

fini par se rallier aux exigences allemandes sous la pression du pacifisme anglais et d'une partie de l'opinion française. Le 20, les démocraties occidentales informèrent la Tchécoslovaquie qu'elle devait accepter l'ultimatum allemand; durant la conférence de Munich, réunie le 29 septembre à l'initiative de Mussolini, Daladier et Chamberlain acceptèrent l'amputation de l'allié de la France.

Outre la perte d'un des piliers de son système de revers, le démembrement du pays dans les mois suivants eut pour conséquence d'écarter de la France les autres Etats centre-européens, dont la confiance était tombée au plus bas.

Mais la France ne pouvait accepter une nouvelle avancée allemande en Europe centrale, et notamment en Pologne. Or Hitler poursuivait l'intégration de la Pologne à son système avancé contre l'Union Soviétique et pour couvrir une éventuelle offensive à l'ouest. Le refus de la Pologne de mars 1939 fut étayé par le ralliement de l'Angleterre à la politique française de défense de la Pologne, qu'Hitler ne prit pas au sérieux: il pensa la contrer par le pacte germano-soviétique d'août. L'intervention militaire allemande en Pologne du premier septembre devait seulement impressionner les Occidentaux, qui refusèrent de se laisser impressionner et finirent par déclarer la guerre le 3 septembre.

Conclusion

Les relations franco-centre-européennes entre les deux guerres sont révélatrices de l'incapacité de la France seule à mettre sur pied, sans les Anglo-Saxons, un système de sécurité de revers fondé sur des Etats nouveaux, divisés et convoités par les grandes puissances limitrophes. Il n'en reste pas moins que cette tentative a laissé des traces psychologiques et culturelles profondes, que la France pourrait être tentée de faire rejouer au terme de la phase de domination russe, en 1989.